

Intervention

- Mr le Président du PNDS-TARAYYA
- Secrétaire de l'IS
- Président du Comité Afrique
- Premier Secrétaire du PS France
- Le Président ou représentants des partis amis de l'IS venus de l'Afrique,
- De l'Europe ou d'ailleurs
- Mesdames, messieurs et chers participants

Je voudrais rendre un hommage à tous les combattants sur les champs tombés de la l'honneur, de solidarité africaine et internationales : ils sont africains, français et d'ailleurs.

A l'entame de mes propos je voudrais vous demander une minute de silence à l'endroit de toutes les victimes de la barbarie au Mali. Permettez encore une fois que je remercie le Président du Niger, le peuple Nigérien, pour l'engagement et le soutien sans faille dans cette dure épreuve. L'initiative du Président du PNDS-TARAYYA qui nous vaut cette rencontre du Comité IS est à saluer et je tiens à lui exprimer toute notre gratitude.

- Quand à la France, que ce serait-il passé à ce soir du 10 Janvier, si le Président Français, François Holland n'était pas aux commandes. Où en serons-nous aujourd'hui pour le Mali, pour l'Afrique de l'ouest et j'allais dire même au-delà ?
- L'apport des pays de la CEDEAO depuis le début de la crise, des pays africains dont le Tchad qui a payé un lourd tribut dans les options de reconquête et l'UA
- La Communauté internationale des NU, l'UE beaucoup d'Etats Européens et les USA ont apporté des soutiens de taille pour les besoins du débat.
- Permettez-moi de remercier, les autorités Nigériennes pour l'accueil et l'hospitalité qu'ils ont réservé à Dioncounda Traoré alors Président de l'assemblée Nationale au lendemain du coup d'Etat.
- Je remercie en votre nom à tous le 1^{er} Secrétaire du PS Français, le Président du Comité Afrique IS pour la visite au Mali pour apporter leur soutien, et leur solidarité à l'ensemble du peuple malien, au partis politiques membres de l'IS, je veux nommer l'ADEMA et le RPM et à toutes les forces démocratiques. Merci Harlem Désir et merci Ousmane Tanor Dieng.
- A tous les camarades venus de près où de loin, j'exprime toute la reconnaissance de nos partis et de nos citoyens pour votre présence et pour ce que vos pays respectifs ont apporté comme contribution.

S'il est vrai que c'est dans les dures épreuves que l'on reconnaît les amis, les braves et les hommes de conviction assurément l'International Socialiste est aujourd'hui auréolé ! Les actes et décisions pris de la part d'un certains nombre de Chef d'Etat, commencent de la France et le Niger crédibilisent aujourd'hui et hier, l'IS au delà des discours habituels.

L'histoire de cette crise, parlant des origines lointaines ou proches est connue suffisamment. Rien que par les interventions lumineuses d'hier matin, je sais que ce dossier est suivi et compris. J'y ai ajouté une note technique qui vous précisera certains aspects. Ceci me permet de privilégier la

période, janvier 2012 mars comme moment culminant de l'occupation des 2/3 du territoire avec les conséquences que vous savez.

- Perte de souveraineté,
- Droits humains jetés par la fenêtre,
- Vols, viols, pillages, amputations, flagellations,
- Libertés élémentaires confisquées au Nord
- L'effondrement de l'Etat le 22 Mars qui parachevait un long processus de déperissement.
- Les raisons, les fautes, les responsabilités ont donné lieu à tant de débats, les déchirements, d'incompréhensions et de défiance.
- Je demanderai de saisir cette occasion que nous offre le PNDS, pour mettre l'accent lors des débats sur la recherche de sortie de crise et à la famille socialiste de trouver la propre feuille de route. Huit questions essentielles qui sont les défis méritent toute mon attention

1. La reconquête des territoires occupés est à sa phase terminale. La paix n'est pour autant pas gagnée :

- Des poches de forte résistance existent encore ;
- Une autre forme de violence qui s'exprime à travers ce qui est convenu d'appeler la guerre asymétrique, ce genre de guérilla qui peut perdurer ;
- Le processus de la réconciliation nationale et locale est à tenir (les textes de la commission viennent juste d'être adoptés) ;

2. Les fondamentaux de l'ordre constitutionnel et de l'Etat des droits, même restaurés sont fragiles ; ils souffrent de graves dysfonctionnements (légitimité, pouvoir militaire, droits humains, libertés fondamentales) ;

3. la paix sociale, la cohabitation dans les zones libérées, le climat de discorde créé par la crise entre différentes composantes sociopolitiques et au sein même de chaque organisation. Les risques d'implosion constituent toujours une menace pour la stabilité du pays. Ici c'est le sud qui est surtout interpellé : l'Etat, les partis politiques, la société civile ;

N'oublions pas les revendications catégorielles : les syndicats, l'école

4. la crise de confiance des populations, envers les partis politiques et l'Etat

5. la crise au sein de la classe politique ; elle est grave et incompréhensible dans une situation de cataclysme, pluralisme, diversité surtout ! Mais respect de l'ordre constitutionnel, engagement pour la paix, les droits humains ; le rejet de toute immixtion, du militaire et des institutions religieuses dans la politique.

La confusion des rôles des acteurs reste une préoccupation.

6. Nous sommes entre socialistes, la famille compte deux membres au Mali. L'ADEMA et le RPM. Nous constituons au Mali deux groupes politiques phares qui, le moins que l'on puisse dire aujourd'hui se regardent en opposition.

- l'ADEMA a son regroupement : le FDR

- Le RPM a le sien : IBK 2012.

Je sais la gêne pour les socialistes et pour le comité Afrique.

Une telle situation, si elle perdure pèsera sur le lisibilité de nos valeurs, de nos principes aux yeux des populations maliennes ; la force de notre mouvement réside dans la clarté et l'affirmation de ce qui constitue nos valeurs. Je sais que nous devons faire des efforts ; pour ma part, l'ADEMA ne ménagera aucun moyen pour un rapprochement afin de mieux porter le projet socialiste partout et en toute circonstance. Pour cela nous nous devons d'agir avec toutes les forces démocratiques du Mali.

7. l'épineuse question des élections

- la feuille de route : Juillet
- les conditions techniques :
 - * le retour de l'administration et sa fonctionnalité dans les zones libérées
 - * le retour des réfugiés et la question de leur participation aux votes
 - * le problème du fichier électoral : race, fec, ravec
 - * la CENI
 - * le recensement administratif complémentaire
 - * l'impartialité des différents acteurs du processus électoral
 - L'administration (Gouverneur, Préfet, sous préfet)
 - La justice (juges)
 - La sécurité (armée, gendarmerie, police)
 - * les textes comme la loi électorale
 - * le financement
 - * le mécanisme de contrôle (interne comme la cour constitutionnelle et la CENI ; la question observateurs étranglés, CC)

8 la communauté internationale

- Positions (convergences, divergences)
- Formes d'appui, modalités

Au vu du nombre et de la complexité des sujets, je voudrais conclure en demandant la mise en place d'un comité chargé de la situation au Mali dont la présidence sera confiée au Niger. Avec l'appui du Président sortant du Comité IS L'ampleur du drame et l'urgence nous commandent de rester unis, solidaires et plus que jamais engagés pour la défense de nos valeurs. Merci.